

## L'essentiel de la plénière 12-15 septembre 2022 - Session plénière Strasbourg

### État de l'Union européenne: débat avec Ursula von der Leyen

Mercredi à 9 heures, la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, prononcera son discours sur l'état de l'Union européenne avant de débattre avec les députés.

5

### Flambée des prix de l'énergie en Europe

Mardi après-midi, les députés débattent avec le Conseil et la Commission de la réponse de l'UE à la hausse spectaculaire des prix de l'énergie.

6

### Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie

Les projets du paquet Fit for 55 visant à accélérer le déploiement d'énergies renouvelables et à réduire la consommation d'énergie d'ici à 2030 feront l'objet d'un vote mercredi.

7

### Le Parlement pourrait ne plus considérer la Hongrie comme une démocratie

Les députés dénoncent une atteinte permanente aux valeurs de l'UE dans un projet de rapport faisant le point sur l'évolution de la situation depuis que le PE a activé l'article 7.

9

### Salaires minimaux adéquats: permettre aux travailleurs de mener une vie décente

Les députés devraient donner le feu vert à de nouvelles règles sur les salaires minimaux pour lutter contre la pauvreté des travailleurs et améliorer leur niveau de vie.

10

### "C'est l'Europe: la Première ministre finlandaise s'adressera aux députés

Mardi matin, la Première ministre finlandaise, Sanna Marin, présentera sa vision de la situation actuelle et de l'avenir de l'Europe.

11

### Débat sur la guerre en Ukraine et vote sur un soutien financier de l'UE

Le Parlement débattira des derniers développements de la guerre en Ukraine avec le Haut représentant Josep Borrell et votera sur une aide macrofinancière de l'UE. 12

---

## **Débat sur la réponse de l'UE aux phénomènes météorologiques extrêmes**

Après les sécheresses et les incendies dans toute l'Europe cet été, les députés débattront de la manière de renforcer la réponse de l'UE pour lutter contre le changement climatique. 13

---

## **Logiciel espion et écoutes en Grèce: débat sur les dernières révélations**

Lundi, les députés débattront avec le Conseil et la Commission des cas signalés de surveillance et de l'utilisation du logiciel espion Predator en Grèce. 14

---

## **Provocations chinoises contre Taïwan: débat sur les derniers développements**

Mardi après-midi, les députés débattront avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, des relations entre la Chine et Taïwan et de la détérioration de la situation sécuritaire. 15

---

## **De nouvelles règles pour mettre un terme à la déforestation imputable à l'UE**

Afin de lutter contre le changement climatique, le PE devrait exiger des entreprises qu'elles contrôlent que les produits vendus dans l'UE ne sont pas issus de terres déboisées ou dégradées. 16

---

## **De nouvelles règles pour les partis et fondations politiques européens**

Le Parlement cherchera à améliorer la proposition de la Commission, avec pour objectif de mieux protéger les valeurs et les procédures démocratiques européennes. 18

---

## **Accueil des réfugiés et des migrants dans l'UE et à ses frontières**

Les députés débattront mardi de la manière de garantir l'accès aux procédures d'asile et à des conditions d'accueil décentes pour les migrants en Europe. 19

---

## **Budget de l'UE 2023: les coupes du Conseil "loin d'être réalistes"**

Les députés devraient protester contre l'approche des États membres en matière budgétaire, lors d'un débat mardi sur la position du Conseil pour le budget 2023 de l'UE. 20

---

## **Droits fondamentaux dans l'UE: évaluation du PE pour 2020 et 2021**

Les députés identifieront les sujets de préoccupation et feront des propositions pour protéger de façon plus efficace la liberté, l'égalité et l'État de droit dans l'UE. 21

---

## **Résolutions relatives aux droits humains et à la démocratie**

Le Parlement tiendra des débats d'urgence sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit mercredi, avant des votes sur trois résolutions jeudi. 23

---

## **Pêche: le Parlement devrait voter la prolongation du protocole UE-Maurice**

Mardi, les députés devraient donner leur feu vert à la prolongation pour 6 mois du partenariat de pêche entre l'UE et l'île Maurice, jusqu'à la signature d'un nouvel accord. 24

---

## **Autres sujets à l'ordre du jour** 25

---

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2022-09-12>

## **L'essentiel de la plénière**

### **En savoir plus**

[Projet d'ordre du jour](#)  
[Suivre la séance plénière en direct](#)  
[Conférences de presse et autres événements](#)  
[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)  
[EP Newshub](#)

### **Contacts**

---

Elodie LABORIE

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 34 081 (BXL)

✉ [elodie.laborie@europarl.europa.eu](mailto:elodie.laborie@europarl.europa.eu)

---

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

☎ (+32) 471 95 35 11

✉ [nicolas.delaleu@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.delaleu@europarl.europa.eu)

✉ [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

☎ (+32) 498 98 13 37

✉ [baptiste.chatain@europarl.europa.eu](mailto:baptiste.chatain@europarl.europa.eu)

✉ [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

---

Isabelle ZERROUK

Attachée de presse (médias audiovisuels)

☎ (+32) 2 28 42742 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74032 (STR)

☎ (+32) 470 88 02 62

✉ [isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu](mailto:isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu)

---

# État de l'Union européenne: débat avec Ursula von der Leyen

**Mercredi à 9 heures, la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, prononcera son discours sur l'état de l'Union européenne avant de débattre avec les députés.**

Ursula von der Leyen présentera les résultats des travaux de la Commission au cours de l'année passée et ses projets à venir, notamment concernant la solidarité de l'UE avec l'Ukraine, les sanctions contre la Russie, les mesures permettant de garantir l'approvisionnement en énergie de l'UE et de réduire sa dépendance aux énergies fossiles russes, ainsi que la flambée actuelle des prix de l'énergie.

Elle devrait également évoquer le pacte vert européen et la transition verte, la numérisation, la réponse de l'UE à la pandémie de COVID-19 et la préparation à de futures pandémies, ainsi que le plan de relance européen NextGenerationEU.

Les députés répondront, évalueront le travail de la Commission ainsi que ses projets pour l'année à venir et feront des propositions. Le débat annuel sur l'état de l'Union permet aux eurodéputés d'évaluer les résultats et les priorités de la Commission européenne et de contribuer à définir l'orientation politique de l'UE.

**Contexte** Le débat sur l'état de l'Union européenne est un moment clé qui illustre la responsabilité de la Commission européenne envers les représentants démocratiquement élus de l'UE et favorise une Union plus transparente et démocratique.

*Débat: mercredi 14 septembre*

## En savoir plus

[Débat sur l'état de l'Union 2022: pourquoi et comment le suivre](#)

[Page web de la Commission sur l'état de l'Union](#)

[Produits multimédias](#)

# Flambée des prix de l'énergie en Europe

## Mardi après-midi, les députés débattront avec le Conseil et la Commission de la réponse de l'UE à la hausse spectaculaire des prix de l'énergie.

Le Parlement évaluera les mesures récentes et à venir pour protéger les ménages européens et les entreprises de la hausse des prix cet hiver. Une résolution sera mise aux voix lors de la première session plénière d'octobre.

Avec la guerre en Ukraine, l'interruption de la distribution de gaz russe a entraîné une grande volatilité du marché et une hausse spectaculaire des prix de l'électricité, amenant la Commission et les États membres à envisager de nouvelles options comme le plafonnement des prix et le découplage des prix du gaz et de l'électricité.

Ces derniers mois, le Parlement et le Conseil ont adopté un [plan d'urgence pour le réapprovisionnement des réserves de gaz](#). La Commission a également lancé le plan [Repower EU](#) ainsi que [d'importantes mesures de réduction de la consommation de gaz](#) dans toute l'Europe.

*Débat: mardi 13 septembre*

*Vote: session plénière d'octobre I*

*Procédure: débat avec le Conseil et la Commission*

### En savoir plus

[Communiqué - Le Parlement approuve les projets de réapprovisionnement en gaz avant l'hiver \(23/06/2022\)](#)

[Communiqué de la Commission européenne- REPowerEU: action européenne conjointe en faveur d'une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable \(08/03/2022\)](#)

[Communiqué de la Commission européenne - Des économies de gaz pour un hiver sûr: la Commission propose un plan de réduction de la demande de gaz pour préparer l'UE à des réductions de l'approvisionnement \(20/07/2022\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie

**Les projets du paquet Fit for 55 visant à accélérer le déploiement d'énergies renouvelables et à réduire la consommation d'énergie d'ici à 2030 feront l'objet d'un vote mercredi.**

Une révision de la directive relative aux énergies renouvelables, telle qu'amendée par la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du PE, augmenterait leur part à 45% dans la consommation globale d'énergie de l'UE d'ici à 2030. Selon la proposition, le déploiement des énergies renouvelables dans le secteur des transports conduirait à une réduction de 16% des émissions de gaz à effet de serre, grâce à l'utilisation d'une part plus importante de biocarburants avancés et à des quotas plus ambitieux pour les carburants renouvelables d'origine non biologique tels que l'hydrogène.

Les députés se prononceront par ailleurs sur une révision de la directive relative à l'efficacité énergétique, qui fixe les objectifs d'économies d'énergie à la fois pour la consommation [primaire](#) et [finale](#) dans l'UE. Le projet législatif obligerait les États membres à collectivement assurer une réduction de la consommation énergétique d'au moins 40% d'ici à 2030 (consommation finale) et de 42,5% (consommation primaire) par rapport aux projections de 2007.

**Contexte** Le 14 juillet 2021, la Commission européenne a adopté le paquet Fit for 55, qui adapte les législations existantes en matière de climat et d'énergie au nouvel objectif européen visant une réduction minimale de 55% des gaz à effet de serre d'ici à 2030. Un des éléments de ce paquet comprend la révision de la directive relative aux énergies renouvelables, qui permettra à l'UE d'atteindre cet objectif de 55%.

Le paquet Fit for 55 inclut en outre une révision de la directive relative à l'efficacité énergétique, qui fixe actuellement le niveau d'économies d'énergie que l'UE doit réaliser pour atteindre l'objectif convenu d'une amélioration de 32,5% de l'efficacité énergétique d'ici à 2030. La révision obligerait les États membres à quasiment doubler leurs obligations annuelles en matière d'économies d'énergie.

*Débat: lundi 12 septembre (efficacité énergétique), mardi 13 septembre (énergies renouvelables)*

*Vote: mercredi 14 septembre*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

## En savoir plus

[Projet de rapport sur la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables](#)

[Projet de rapport sur l'efficacité énergétique](#)

[Communiqué à la suite du vote en commission \(13/07/2022\)](#)

[Profil du rapporteur Markus Pieper \(PPE, DE\)](#)

[Profil du rapporteur Niels Fuglsang \(S&D, DK\)](#)

[Fiche de procédure - Énergies renouvelables](#)

[Fiche de procédure - Efficacité énergétique](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la directive relative aux énergies renouvelables: paquet Fit for 55 \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la directive relative à l'efficacité énergétique: paquet Fit for 55 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Le Parlement pourrait ne plus considérer la Hongrie comme une démocratie

## Les députés dénoncent une atteinte permanente aux valeurs de l'UE dans un projet de rapport faisant le point sur l'évolution de la situation depuis que le PE a activé l'article 7.

Le projet de texte, qui fera l'objet d'un débat mercredi et d'un vote jeudi, dénonce la détérioration de la démocratie et du respect des droits fondamentaux depuis que le Parlement a déclenché [la procédure de l'article 7 en 2018](#), en raison des "efforts délibérés et systématiques du gouvernement hongrois", amplifiés par l'inaction de l'Union européenne.

Les principales préoccupations des députés portent sur le fonctionnement du système électoral et le respect de la Constitution, l'indépendance de la justice, la liberté académique, la liberté religieuse, les droits des minorités et des personnes vulnérables.

Les députés devraient également déclarer que tout retard dans la procédure liée à [l'article 7](#) équivaudrait à une violation de l'État de droit par le Conseil. Ils pourraient appeler à une suspension des fonds du plan de relance de la Hongrie jusqu'à ce que le pays se mette en conformité avec les recommandations et les décisions de justice.

*Débat: mercredi 14 septembre*

*Vote: jeudi 15 septembre*

*Procédure: rapport intermédiaire - révision d'un rapport d'initiative législative*

### En savoir plus

[Communiqué - Hongrie : obligation pour les États membres de cesser les attaques contre les valeurs de l'UE \(13/07/2022\)](#)

[Communiqué - Agir plus pour protéger les valeurs communes de l'UE en Hongrie et en Pologne \(05/05/2022\)](#)

[Communiqué - État de droit en Hongrie: la délégation du PE conclut sa visite de trois jours \(01/10/2021\)](#)

[Communiqué - Le Parlement européen s'oppose fermement à la loi hongroise anti-LGBTIQ \(08/07/2021\)](#)

[Communiqué - Le Parlement réclame un mécanisme contraignant et efficace afin de protéger les valeurs de l'UE \(07/10/2020\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Infographie - Respect de l'État de droit dans les États membres: que peut faire l'UE? \(12/09/2018\)](#)

[Rapport de la Commission européenne sur l'État de droit 2022 - chapitre Hongrie \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - État de droit en Hongrie](#)

# Salaires minimaux adéquats: permettre aux travailleurs de mener une vie décente

## Les députés devraient donner le feu vert à de nouvelles règles sur les salaires minimaux pour lutter contre la pauvreté des travailleurs et améliorer leur niveau de vie.

La directive européenne sur les salaires minimaux est attendue comme une étape cruciale de la mise en place de la politique sociale européenne, dans un contexte général d'inflation, tout en respectant les prérogatives des États membres dans la détermination des niveaux de salaire à l'échelle nationale et leur rôle dans les négociations collectives.

Grâce à ces nouvelles règles, le niveau des salaires minimaux nationaux devra permettre aux travailleurs de mener une vie décente, prenant en compte le coût de la vie tout en favorisant un plus haut niveau de salaire.

Pour faciliter la comparaison des niveaux de salaires minimaux statutaires dans les États membres, les pays européens pourraient établir un panier de biens et de services à prix réels, ou appliquer des valeurs de référence indicatives à 60% du salaire médian brut et 50% du salaire moyen brut.

Les États membres dans lesquels moins de 80% des travailleurs sont couverts par des négociations collectives devront établir un plan d'action pour améliorer ce résultat.

En juillet dernier, les députés de la commission de l'emploi et des affaires sociales ont [soutenu l'accord](#) informel conclu avec le Conseil le 6 juin.

*Procédure: procédure législative ordinaire*

*Débat: Mardi 13 Septembre*

*Vote: Mercredi 14 Septembre*

### En savoir plus

[Accord provisoire résultant des négociations interinstitutionnelles \(15/06/2022, en anglais\)](#)

[Co-rapporteur Dennis Radtke \(PPE, DE\)](#)

[Co-rapporteuse Agnes Jongerius \(S&D, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Directive sur des salaires minimaux adéquats \(15/06/2022\)](#)

[Produits multimédias - Salaires minimaux](#)

# “C’est l’Europe: la Première ministre finlandaise s’adressera aux députés

**Mardi matin, la Première ministre finlandaise, Sanna Marin, présentera sa vision de la situation actuelle et de l’avenir de l’Europe.**

Le discours de la Première ministre en plénière sera suivi d’une prise de parole des chefs des groupes politiques. Il s’agira du sixième débat “C’est l’Europe” au Parlement européen, après les interventions de la [Première ministre estonienne Kaja Kallas](#) en mars, du [Premier ministre italien Mario Draghi](#) en mai, du [Premier ministre irlandais Micheál Martin](#) et du [Premier ministre croate Andrej Plenković](#) en juin, ainsi que du [Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis](#) en juillet.

Avant de s’adresser aux députés, Sanna Marin et la Présidente du PE, Roberta Metsola, participeront à une réunion bilatérale. Une conférence de presse est prévue à midi.

Sanna Marin est Première ministre de Finlande depuis décembre 2019. Auparavant, elle avait présidé le conseil municipal de Tampere de 2013 à 2017, avait été élue députée en 2015 puis avait occupé la fonction de ministre des transports et des communications entre juin et décembre 2019.

*Procédure: débat prioritaire*

*Débat: mardi 13 septembre à 10h30*

### **En savoir plus**

[Site officiel de la Première ministre de Finlande \(en anglais\)](#)

# Débat sur la guerre en Ukraine et vote sur un soutien financier de l'UE

## Le Parlement débatera des derniers développements de la guerre en Ukraine avec le Haut représentant Josep Borrell et votera sur une aide macrofinancière de l'UE.

Les forces armées ukrainiennes ont récemment lancé une contre-offensive dans le sud du pays en vue de reprendre des territoires occupés par la Russie, notamment à proximité de Kherson. L'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a dans le même temps organisé une mission d'inspection de la centrale occupée de Zaporijjia, située dans une zone régulièrement touchée par des frappes, avant d'appeler à la sécurisation d'un périmètre autour de l'implantation de la centrale.

**Soutien financier pour l'Ukraine** Lors d'un vote mardi, le Parlement décidera d'avoir recours ou non à une [procédure d'urgence](#) qui lui permettrait d'approuver une [assistance macrofinancière de 5 milliards d'euros](#) pour venir en aide à l'Ukraine, afin que le pays puisse faire face à la hausse rapide de ses besoins de financement suite à l'invasion russe. Ce prêt représenterait le deuxième versement d'une aide globale de [9 milliards d'euros](#), dont [un milliard](#) a déjà été versé.

Si les députés approuvent la procédure d'urgence, ils voteront plus tard dans la semaine sur l'octroi de cette assistance financière.

*Vote sur le recours à la procédure d'urgence: mardi 13 septembre*

*Vote sur l'assistance macrofinancière: décision à venir*

*Procédures : L'heure des questions avec le Haut représentant / procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

[Communiqué - Les députés approuvent une aide d'un milliard d'euros pour l'Ukraine \(07/07/2022, en anglais\)](#)

[Communiqué - Candidature pour entrer dans l'UE: les députés accueillent favorablement la décision du Conseil \(en 23/06/2022, en anglais\)](#)

[Assistance macrofinancière à l'Ukraine \(Commission européenne, en anglais\)](#)

[Site internet "EU stands with Ukraine" \(en anglais\)](#)

[Mesures de solidarité de l'UE avec l'Ukraine \(Commission européenne\)](#)

[Produits multimédias - Solidarité avec l'Ukraine](#)

# Débat sur la réponse de l'UE aux phénomènes météorologiques extrêmes

**Après les sécheresses et les incendies dans toute l'Europe cet été, les députés débattront de la manière de renforcer la réponse de l'UE pour lutter contre le changement climatique.**

Lors d'un débat mardi matin, suivi d'un vote sur une résolution jeudi, les députés devraient interroger la Commission et le Conseil sur le soutien immédiat de l'UE aux autorités nationales et régionales, notamment via l'activation du [mécanisme de protection civile de l'UE](#), à la suite des graves sécheresses et incendies de forêt qui ont frappé plusieurs pays européens cet été. Ces catastrophes ont causé des pertes humaines et ont eu des conséquences dévastatrices sur les foyers et les moyens de subsistance des citoyens, ainsi que sur des secteurs comme l'agriculture.

Les députés devraient à nouveau faire part de leur inquiétude concernant ces phénomènes météorologiques et naturels qui devraient se multiplier et s'intensifier en conséquence du changement climatique. Ils devraient appeler la Commission à développer des stratégies de gestion à long terme des catastrophes et simplifier les procédures de financement existantes.

*Débat: mardi 13 septembre*

*Vote: jeudi 15 septembre*

## En savoir plus

[Think tank du PE - Action climatique dans l'UE: état des lieux \(14/12/2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Logiciel espion et écoutes en Grèce: débat sur les dernières révélations

## Lundi, les députés débattront avec le Conseil et la Commission des cas signalés de surveillance et de l'utilisation du logiciel espion Predator en Grèce.

Les députés devraient exprimer leur indignation à la suite des récentes révélations faisant état d'écoutes par les services secrets, ainsi que de l'utilisation d'un logiciel espion ciblant des hommes politiques, des journalistes et d'autres personnalités en Grèce. Parmi les individus ciblés figure l'eurodéputé [Nikos Androulakis](#) (S&D, EL), le chef du parti d'opposition PASOK-KINAL.

Plus tôt cette année, le Parlement a [mis en place une commission d'enquête sur l'utilisation des logiciels espions](#). Jeudi 8 septembre, la commission a organisé un [débat](#) sur la Grèce avec des représentants du gouvernement et des journalistes ciblés par le logiciel espion.

*Débat: lundi 12 septembre*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution*

### En savoir plus

[Service de recherche du PE - Étude: lutter contre l'abus de logiciels espions \(en anglais\)](#)

[Débat en plénière sur la surveillance de personnalités politiques, de procureurs, d'avocats et de journalistes, ainsi que d'autres personnes et entités dans les États membres de l'UE à l'aide de logiciels de cybersurveillance \(15/02/2022\)](#)

[Commission d'enquête sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions équivalents](#)

# Provocations chinoises contre Taïwan: débat sur les derniers développements

**Mardi après-midi, les députés débattront avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, des relations entre la Chine et Taïwan et de la détérioration de la situation sécuritaire.**

Les tensions autour de Taïwan ont pris un tour plus alarmant en août dernier. La Présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, s'est rendue sur l'île, ce à quoi le gouvernement chinois a répondu en réalisant des exercices militaires et en faisant usage d'une rhétorique menaçante.

L'armée taïwanaise a organisé en retour des exercices de tirs réels, alors que la communauté internationale continue de craindre une invasion chinoise de l'île.

La Chine considère Taïwan comme une province sécessionniste non reconnue qui devrait être placée de plein droit sous le contrôle de Pékin.

Une résolution sera mise aux voix mercredi.

*Débat: mardi 13 septembre*

*Vote: mercredi 14 septembre*

*Procédure: déclaration du vice-président de la Commission/Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, suivie d'une résolution non législative*

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)

# De nouvelles règles pour mettre un terme à la déforestation imputable à l'UE

**Afin de lutter contre le changement climatique, le PE devrait exiger des entreprises qu'elles contrôlent que les produits vendus dans l'UE ne sont pas issus de terres déboisées ou dégradées.**

Les députés débattront lundi et se prononceront mardi sur un nouveau règlement sur les produits "zéro déforestation" visant à réduire la contribution de l'UE au changement climatique et à la perte de biodiversité dans le monde. La nouvelle loi obligerait les entreprises à contrôler (devoir de vigilance) que les biens vendus dans l'UE ne sont pas issus de terres déboisées et dégradées. Les députés devraient demander [d'élargir le périmètre des produits couverts](#) par le règlement et exiger que les entreprises s'assurent également que ces biens sont produits dans le respect des dispositions relatives aux droits humains contenues dans le droit international ainsi que dans le respect des droits des peuples autochtones.

Les députés débattront et voteront par ailleurs sur la nouvelle stratégie forestière de l'UE à l'horizon 2030. Soulignant le rôle multifonctionnel des forêts, qui atténuent le changement climatique tout en créant des emplois, le [projet de rapport](#) propose des actions visant à garantir des forêts résilientes dans l'UE. Compte tenu de la diversité des forêts et des conditions climatiques dans l'UE, les députés affirment que la gestion des forêts devrait être pensée aux niveaux national, régional et local, et en coopération avec les propriétaires forestiers.

**Contexte** L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [estime](#) que 420 millions d'hectares de forêts (une surface plus grande que l'UE) ont été perdus dans le monde à cause de la déforestation entre 1990 et 2020. La consommation de l'UE représenterait environ [10% de la déforestation mondiale](#).

En octobre 2020, le Parlement a fait usage de la [prérogative que lui confère le traité](#) pour demander à la Commission de [présenter une législation](#) visant à mettre un terme à la déforestation mondiale imputable à l'UE.

*Débats: lundi 12 septembre*

*Votes: mardi 13 septembre*

*Procédures: procédure législative ordinaire (déforestation) et rapport d'initiative (stratégie pour les forêts)*

## En savoir plus

[Fiche de procédure \(déforestation\)](#)

[Fiche de procédure \(stratégie pour les forêts\)](#)

[Étude du PE - Un cadre juridique européen pour cesser et inverser la déforestation mondiale imputable à l'UE \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - L'UE et les forêts](#)

[Étude du PE - La nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts à l'horizon 2030 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# De nouvelles règles pour les partis et fondations politiques européens

## Le Parlement cherchera à améliorer la proposition de la Commission, avec pour objectif de mieux protéger les valeurs et les procédures démocratiques européennes.

Les députés adopteront leur position pour les négociations à venir avec le Conseil et la Commission, en vue d'adopter la législation dans le courant du premier semestre 2023, afin qu'elle puisse entrer en vigueur avant les prochaines élections européennes de 2024.

Le Parlement devrait élargir les nouvelles règles relatives aux partis en dehors des 27 États membres de l'UE, afin de garantir que ces partis proviennent de pays membres à part entière du Conseil et de l'Europe et observent des valeurs identiques à celles inscrites à [l'article 2 du traité sur l'UE](#), et adopter une approche plus ambitieuse en ce qui concerne le financement des campagnes pour les référendums nationaux.

*Débat: jeudi 15 septembre*

*Vote: jeudi 15 septembre*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture*

### En savoir plus

[Communiqué - Partis et fondations politiques européens: les députés évaluent le projet de nouvelles règles \(13/07/2022, en anglais\)](#)

[Communiqué - Partis politiques européens: premier débat sur la proposition de la Commission relative aux nouvelles règles \(16/03/2022, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Amender les règles régissant le statut et le financement des partis politiques européens: refonte \(mars 2022, en anglais\)](#)

[Étude du PE - Révision du règlement relatif au statut et au financement des partis et des fondations politiques européens \(mars 2022\)](#)

[Service de recherche du PE - Partis politiques européens: statut et financement \(novembre 2021\)](#)

[Service recherche du PE - Statut et financement des partis politiques européens dans le cadre du règlement 1141/2014: évaluation ex-post \(juin 2021, en anglais\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Élections](#)

# Accueil des réfugiés et des migrants dans l'UE et à ses frontières

## Les députés débattront mardi de la manière de garantir l'accès aux procédures d'asile et à des conditions d'accueil décentes pour les migrants en Europe.

Lors d'un débat avec des représentants du Conseil et de la Commission, les députés devraient souligner les obstacles à la demande d'asile dans certains États membres, entraînant des retards de traitement et des engorgements. Ils devraient également évoquer les [nombreux rapports faisant état de refoulements](#) aux frontières extérieures de l'UE et les difficultés de [débarquement des migrants arrivant par la mer](#).

Les députés devraient en outre appeler à une réforme rapide, avant les élections européennes de 2024, des règles européennes en matière de migration et d'asile, conformément à la [feuille de route](#) convenue entre le Parlement et cinq présidences tournantes du Conseil.

*Débat: mardi 13 septembre*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution*

### En savoir plus

[Service de recherche du PE - Recherche et sauvetage en Méditerranée \(en anglais\)](#)

[Tendances en matière d'asile - Agence de l'UE pour l'asile \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Budget de l'UE 2023: les coupes du Conseil "loin d'être réalistes"

## Les députés devraient protester contre l'approche des États membres en matière budgétaire, lors d'un débat mardi sur la position du Conseil pour le budget 2023 de l'UE.

Le rapporteur sur le budget de l'Union 2023, [Nicolae Ștefănuță](#) (Renew Europe, RO), a récemment écrit dans un document de travail à propos de la position du Conseil : "Les coupes budgétaires proposées par le Conseil sont loin d'être prudentes et réalistes, dans la mesure où elles rendraient difficile l'accomplissement des priorités politiques de l'Union, telles que le pacte vert, la transition numérique et la construction d'une Union européenne de la santé. Elles vont également à l'encontre de nombreuses priorités portées par la Présidence tchèque."

**Contexte** Le 7 juin, la Commission a présenté le [projet de budget pour 2023](#). Les montants annuels proposés s'élèvent à 185,6 milliards d'euros d'engagements et 166,3 milliards d'euros de paiements, exprimés en prix courants. Le Conseil propose de diminuer les engagements à hauteur de 1,64 milliard d'euros.

Le Parlement votera sur sa position en vue des négociations budgétaires au mois d'octobre. Le budget 2023 doit être adopté par le Parlement et le Conseil dans les mêmes termes avant la fin de l'année.

*Débat: mardi 13 septembre*

### En savoir plus

[Communiqué - "La proposition de budget pour 2023 n'est pas à la hauteur des défis à relever, déclarent les députés" \(07/06/2022, en anglais\)](#)

[Orientations générales du Parlement pour la préparation du budget 2023, Section III – Commission européenne \(05/04/2022\)](#)

[Think Tank du PE - Orientations du Parlement pour le budget 2023 de l'Union](#)

[Page d'accueil de la commission des budgets pour la procédure 2023 \(en anglais\)](#)

[Fiches thématiques sur l'Union européenne - Procédure budgétaire](#)

# Droits fondamentaux dans l'UE: évaluation du PE pour 2020 et 2021

**Les députés identifieront les sujets de préoccupation et feront des propositions pour protéger de façon plus efficace la liberté, l'égalité et l'État de droit dans l'UE.**

Le Parlement examinera les conséquences des mesures liées à la pandémie de COVID-19 sur la démocratie, les libertés fondamentales et les droits des justiciables. Les députés mettront également en exergue les violations persistantes de l'État de droit dans certains États membres, ainsi que les menaces pesant sur la démocratie et l'ordre juridique de l'UE qui mettent en péril les droits fondamentaux.

Par ailleurs, le projet de texte, qui fera l'objet d'un débat et d'un vote, fait le point sur les pratiques discriminatoires, les discours de haine, le racisme structurel, les refoulements aux frontières extérieures de l'UE et les campagnes de dénigrement visant les médias, les ONG et les minorités. Parmi les autres sujets d'inquiétude figurent la violence fondée sur le genre, les droits des femmes et des personnes LGBTIQ+ ainsi que la liberté de la presse et la protection des journalistes.

*Débat: mercredi 14 septembre*

*Vote: jeudi 15 septembre*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

Communiqué - Rapport sur les droits fondamentaux dans l'UE en 2020 et 2021: les députés particulièrement inquiets (13.07.2022, en anglais)

Fiche de procédure

Agence des droits fondamentaux de l'UE - Rapport sur les droits fondamentaux en 2021 (en anglais)

Agence des droits fondamentaux de l'UE - Rapport sur les droits fondamentaux en 2020 (en anglais)

Fiches thématiques sur l'UE - La protection des valeurs consacrées à l'article 2 du traité UE dans l'Union

Service de recherche du PE - Étude sur les violences à l'égard des femmes et la violence domestique: la nouvelle proposition de la Commission à la lumière des demandes du PE (27.06.2022, en anglais)

Service de recherche du PE - Étude sur le Pegasus Gate en Europe: lutter contre les abus liés à l'utilisation de logiciels espions (06.07.2022, en anglais)

Service de recherche du PE - Protéger les valeurs communes de l'UE: comment le PE répond aux attentes des citoyens (27.04.2022, en anglais)

Service de recherche du PE - Le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile en Europe (02.03.2022)

Produits multimédias

# Résolutions relatives aux droits humains et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats d'urgence sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit mercredi, avant des votes sur trois résolutions jeudi.**

- Violations des droits humains dans le contexte de la déportation forcée de civils ukrainiens et de l'adoption forcée d'enfants ukrainiens en Russie;
- Violations des droits humains en Ouganda et en Tanzanie liées aux investissements dans les projets de combustibles fossiles; et
- Nicaragua, notamment l'arrestation de l'évêque Ronaldo Álvarez.

*Débat: mercredi 14 septembre*

*Vote: jeudi 15 septembre*

*Procédure: résolutions d'urgence*

**En savoir plus**

[Produits multimédias](#)

# Pêche: le Parlement devrait voter la prolongation du protocole UE-Maurice

**Mardi, les députés devraient donner leur feu vert à la prolongation pour 6 mois du partenariat de pêche entre l'UE et l'île Maurice, jusqu'à la signature d'un nouvel accord.**

Cette extension de six mois devrait permettre l'accès aux eaux mauriciennes aux navires européens qui pêchent le thon ou des espèces similaires, à concurrence de 2 000 tonnes. Quatre États membres pratiquent la pêche dans les eaux territoriales mauriciennes - la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. L'île Maurice recevra en contrepartie une contribution financière de 287 500 euros.

Le protocole prévoit également le renforcement de la coopération entre l'UE et l'île Maurice pour une exploitation plus durable des ressources de pêche et de l'industrie de la conserverie. La filière de conserverie mauricienne traite environ 500 000 tonnes de thon pêché chaque année par la flotte européenne dans l'Océan indien.

**Contexte** Le protocole d'accord sur la pêche entre l'Union européenne et l'île Maurice a expiré le 7 décembre dernier, et des négociations pour la signature d'un nouvel accord sont toujours en cours.

*Vote: mardi 13 septembre*

## En savoir plus

[Projet de rapport \(en anglais\)](#)

[Commission de la pêche](#)

[Profil de la rapporteure Izaskun Bilbao Barandica \(Renew Europe, ES\)](#)

[Partenariat de pêche UE-île Maurice \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

### Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants:

- Mesures en matière de pêche, Carvalhais (PECH), débat et vote jeudi;
- Partenariat renouvelé avec le voisinage méridional, López-Istúriz White (AFET), débat mardi, vote mercredi;
- Désastre écologique dans le fleuve Oder, déclaration de la Commission, jeudi;
- Mise en œuvre de la nouvelle stratégie industrielle actualisée pour l'Europe: aligner les dépenses sur les politiques, Berendsen, jeudi;
- Conséquences de la fermeture des activités éducatives, culturelles, sportives et de jeunesse en raison de la COVID-19 pour les enfants et les jeunes dans l'UE, Heide, débat lundi, vote mardi;
- Cohésion économique, sociale et territoriale dans l'UE: 8e rapport sur la cohésion, débat mercredi, vote jeudi;
- État de l'Union des PME, déclaration de la Commission, jeudi;
- Le nouveau Bauhaus européen, Ehler, Ros Sempere, débat mardi, vote mercredi; et
- Rapport intérimaire sur la proposition de 2021 de révision du cadre financier pluriannuel, Olbrycht, Marques, débat lundi, vote mardi.